



Les agents publics sont la variable d'ajustement du gouvernement...

Pas de GIPA – Pas de revalorisation indiciaire – Jours de carence – atteinte à la couverture CMO...

La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), est une indemnité versée chaque année en octobre aux fonctionnaires dont la rémunération a progressé moins vite que la hausse des prix.

Le 14 octobre dernier, l'**UNSa Justice** exigeait la publication des textes (décret et l'arrêté) de la GIPA afin de mettre en place le versement indemnitaire du à tous ceux qui y prétendent au regard de la baisse du niveau de vie des agents.

Une fois de plus, les fonctionnaires vont servir de variable d'ajustement budgétaire, puisque le ministre de la Fonction publique a fait savoir qu'elle ne serait pas versée en 2024, probablement pas en 2025, tout en précisant « qu'il n'avait jamais été question de la pérenniser ad vitam aeternam ! »

Alors que les salaires ont été revalorisés de près de 4,5% en moyenne dans le privé en 2024, et que les projections 2025 tablent sur une revalorisation de +5%, le soi-disant représentant de la Fonction publique considère que les fonctionnaires sont trop ou à tout le moins, assez bien rémunérés.

Cette décision est « INADMISSIBLE » et nous augure le pire !

Pas de GIPA, pas d'augmentation du point d'indice en 2024 et probablement pas en 2025, coups de rabot budgétaire à répétition, diminution du nombre d'emplois dans la Fonction publique, Loi Fonction publique à venir avec la volonté d'atrophier encore un peu plus le « Statut », rajout de jours de carence cumulé à la volonté d'amoinrir la couverture du CMO... Voilà le programme des réjouissances que nous concocte actuellement le gouvernement et son ministre « de pacotille », Guillaume Kasbarian.

Comme si les agents publics étaient responsables de la mauvaise gestion de l'État !... Dans le même temps, sans vergogne, ceux qui nous ont conduit les finances du pays dans la situation actuelle, passent leur temps à augmenter les indemnités des députés et sénateurs. Après tout, pourquoi se priver ?!

C'est une HONTE !... L'UNSa Justice crie au SCANDALE !

La deuxième lame vient de la Cour des Comptes qui relance le train de vie de l'État et considère que la Loi de transformation de la Fonction publique publiée le 6 août 2019, n'a pas produit suffisamment d'économies. Voilà comment le dialogue social est jugé !...

La Cour appelle ainsi les services RH à "réorienter leurs actions", notamment par la définition de "lignes de gestion exigeantes". Pour ces magistrats financiers, par ailleurs, "une distinction plus nette doit être faite au sein des services des ressources humaines entre la gestion de proximité du dialogue social et l'approche stratégique des ressources humaines".

La trajectoire qui se dessine est « INACCEPTABLE ! » L'UNSa Justice exige de la considération et de la reconnaissance pour les agents publics, sans quoi...

Paris, le 28 octobre 2024

Le Secrétaire général
Jean-François FORGET